

## Dossier de presse

Le SPPI PACA est le seul outil de dialogue et de concertation pour la prévention des pollutions, des risques industriels et de leurs impacts sur l'environnement et la santé, sur la région PACA.

Créé, il y a 40 ans, sur le territoire fortement industrialisé de Fos-sur-Mer, son expérience profite aujourd'hui à toute la région PACA.

Grâce à son fonctionnement collégial, tous les acteurs (Associations, Collectivités, Etat & établissement publics, Industries et Salariés) contribuent à mutualiser les savoirs et identifier les attentes ainsi que les pistes de solutions.

### LES SPPI EN BREF

Il existe 15 SPPI en France. Tous sont placés sous l'autorité du préfet et de la DREAL, à l'exception du SPPI PACA qui dispose d'une gouvernance collégiale.



Lavéra BP Naphta 1970

### Le SPPI PACA, le premier SPPI de France

Plus ancien de France, le SPPI PACA est né en 1972 de la volonté des habitants et des pouvoirs publics de préserver le cadre de vie remarquable de la région, suite à l'essor industriel de la zone de Fos-sur-Mer.

A la fin des années 70, face à la montée des préoccupations et des protestations environnementales autour de l'étang de Berre, la mission d'étude «Schnell», commanditée par le gouvernement, recommande la constitution d'un Secrétariat Permanent pour

les Problèmes de Pollution Industrielle. Le 14 février 1972, le préfet des Bouches-du-Rhône met donc en place le SPPI Fos-Berre qui s'étendra ensuite à toute la région PACA.

Les bons résultats obtenus par le SPPI PACA encouragent rapidement l'émergence de structures de concertation identiques dans différents bassins industriels français. On compte depuis 2010, 15 SPPI (aujourd'hui renommés « Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles ») répartis dans tous les bassins industriels de l'hexagone. Les SPPI se sont structurés à l'échelon national pour favoriser les échanges sur les orientations et partager les bonnes pratiques, à travers un Club des SPPI. Un forum Interspippi a également lieu tous les deux ans afin de favoriser les rencontres et apporter un retour d'expérience sur les avancées de chaque SPPI. En 2012, le forum a été organisé par le SPPI PACA.



Carte d'implantation des SPPI en France

## La concertation au service des questions d'environnement industriel

### Pour des missions répondant aux besoins locaux...

Le SPPPI a pour vocation de constituer un cadre d'échanges et de contribuer à la concertation locale entre les différents acteurs, à travers deux principaux types d'actions :

- **la réalisation d'études et la mise en place d'actions concrètes** destinées à répondre aux préoccupations locales particulières qui ne sont pas prises en compte par les dispositifs réglementaires existants, ou qui permettent d'en améliorer son efficacité.
- **le partage d'informations**, la diffusion de connaissances et le partage des bonnes pratiques dans les domaines sur lesquels ils portent sa réflexion.



Il favorise l'émergence d'objectifs et une culture partagée de la sécurité et du développement durable entre les acteurs, en respectant la diversité des représentations et des avis.



### ... appréhendés dans leur globalité

Le SPPPI contribue au décloisonnement. Les SPPPI s'intéressent à l'ensemble des problèmes d'un territoire et pas uniquement aux rejets polluants et aux phénomènes dangereux, mais aussi aux effets sur les enjeux humains, économiques, écologiques. Les problématiques sont appréhendées dans leur globalité, gage de l'efficacité et de l'action.

## L'originalité du SPPPI PACA : sa gouvernance collégiale

Depuis 2009, le SPPPI PACA est fier de disposer d'un nouveau mode de fonctionnement fondé sur la collégialité, à l'image du Grenelle de l'environnement. Durant de nombreuses années, le SPPPI PACA a fonctionné de manière informelle, sous la forme d'un Secrétariat Général, piloté par les services de l'État dans la région, la DRIRE (DREAL aujourd'hui). Suite à une enquête menée auprès des acteurs locaux, le SPPPI PACA a décidé d'améliorer la prise en compte de l'avis des différents acteurs, dans le respect de leur diversité.



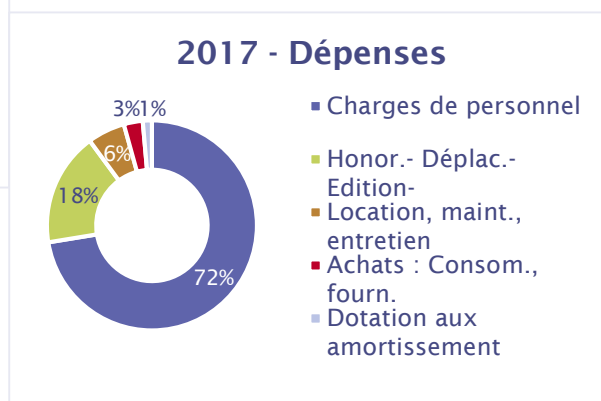
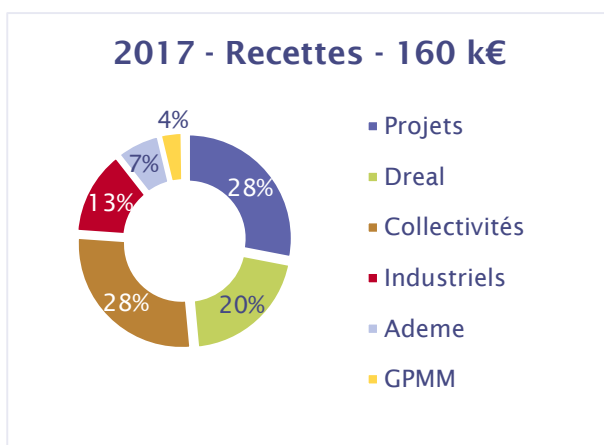
La charte du SPPPI PACA, validée en 2009, lui confère un mode de gouvernance adapté à cet objectif : il constitue aujourd'hui une Instance collégiale, codirigée par des représentants d'associations, des collectivités, de l'État, des industriels et des salariés. Ces cinq collèges sont représentés équitablement dans les instances démocratiquement élues de la structure PACA. Cette mutation considérable est un cas unique dans le

paysage français des SPPPI.

Le SPPPI PACA, dans sa nouvelle configuration, peut contribuer à identifier de nouveaux besoins ou cibles. Le SPPPI a ainsi identifié trois axes prioritaires : les déchets, les risques majeurs et la santé & l'environnement. La structure, plus collégiale est mieux armée pour capitaliser les expériences, mutualiser les savoirs, favoriser l'échange et le dialogue entre les parties prenantes.

## Un financement partagé

Les moyens du SPPPI sont pourvus à parts égales entre l'État (Ministère en charge du Développement Durable), les Industriels et les Collectivités (et en complément, les associations et les salariés). Ils sont utilisés pour les charges de personnels, les moyens de fonctionnement (locaux, matériel informatique,...) et le financement des travaux du SPPPI.



## Annexe I : Les partenaires du SPPI en 2017

### Associations

AAESE, AAPPMA de l'Infernet-Cadiere, ADPLGF, AIEJE, ARDEB, ARPIL, ASEF, CIQ St André, CIQ Sausset les Pins, CLCV, CLE, Colineo, Comité Santé Litoral Sud, Conf. G<sup>ale</sup> des CIQ, Eco Relais, Enerpol 84, l'Étang Marin, Étang Nouveau, Fare Sud, FNE PACA, FNE 13, FNE 84, IECF, La Nesque Propre, MF Mutualité Française, UFC Que Choisir 13, Vitropole.

### État & Établissements Publics

ADEME, ARS PACA, DREAL PACA, GPMM, DIRECCTE PACA.

### Industriels

**Adhérents privilégiés :** ADR Conseils en Sécurité, AECOM, Air Liquide, Apave, Arcelor Mittal BG Ingénieurs Conseils, CEA, CERNTC Egis Structures et Environnement, Environnement industrie, ERG, Evere, Géosel Manosque, Géogaz Lavéra, Kaliès, Kem One, LyondellBasell Berre, Mase Med Giphise, Triadis, URIP Méditerranée, Via Habilis SAS.

**Par l'intermédiaire d'Environnement Industrie :** Air Liquide, Airbus Helicopters, Allios, Altéo, Arcelormittal, Areva, Arkema, Asco Industrie, Bayer Polyols, Carrières Gontéro, Centrale de Provence E.On SNET, Chimiget, Chocolaterie de Provence, CEA Cadarache, DPF, EDF, EPC France, Esso Raffinage, R. Fillière, Eurengo, Évéré, Fibre Excellence, Firmenich, Franciaflex, Gazéchim, GCSPA, GDF, Géogaz, Géosel Manosque, Groupement inter hospitaliers Cannes/Grasse/Antibe/Fréjus, Haribo, Harsco Métals Sud, Heineken, International Flavors and Fragrance, Kem One, La Mesta Chimie Fine, Lafarge Ciments, LBC Marseille, Lyondell Chimie, Naphtachimie, N<sup>elle</sup> Cie des Détergents et du Savon de Marseille, Ortec Industrie, Panzani, Payan Bertrand, Petroineos, Phoenix Services, Pizzorno Emt, PMB Alcen, Primagaz Lavéra, Protec Métaux d'Arcenc, René Laurent, Rousselot, RTDH, Saint Gobain Isover, Saint Louis Sucre, Sanofi Chimie, Sapa Profiles Puget 1, Cave Cécilia, Sémag, Sérarm, Seyfert Packaging, SMA Vautubière, SMED, Société des Eaux de Marseille, Solamat Merex, SPSE, ST Microelectronics, Stogaz, Sud Engrais Dist., Total Raffinage, Tournaire, Valsud, Véolia.

### Collectivités

- Conseil Régional PACA
- Conseil départemental des Bouches-du-Rhône
- **Conseil des territoires Salon Etang de Berre Durance** pour les communes de : Alleins, Aurons, Berre-l'Étang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-Les-Oliviers, Lamanon, Lançon-de-Provence, Mallemort, Pélassanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux.
- **Conseil des territoires Pays d'Aix** pour les communes de : Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Éguilles, Fuveau, Jouques, Lambesc, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Les Pennes-Mirabeau, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Le Puy-Sainte-Réparate, Rognes, La Roque-d'Anthéron, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Le Tholonet, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.
- **Conseil des territoires Pays de Martigues** pour Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts.
- **Conseil des territoires Istres Ouest Provence** pour les communes de : Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône.
- **Ainsi que les communes** de Château-Arnoux-St-Auban, Fos-sur-Mer, Martigues, Rognac, Vitrolles.

### Représentation salariale

Comité régional CGT PACA, Union Départementale Force Ouvrière.

### Experts & Scientifiques

Air PACA, Cyprès, ICSI, Ineris.

## Annexe II : Les administrateurs du SPPPI PACA

### Bureau permanent du SPPPI

#### Membres

Collège	Titulaire	Suppléant
Associations	<b>Richard Deboom</b> Retraité	<b>René TASSY</b> Conseiller Eco Relais
Collectivités territoriales	<b>Dominique Talguemint</b> Adjointe au Maire Commune de Vitrolles	
État	<b>Stéphane Calpena</b> Chef de Service DREAL PACA	
Industriels	<b>Marc Bayard</b> Délégué Général UIC Méditerranée	<b>Gilles Le Ricousse</b> Directeur Exploitation France Géostock
Salariés	<b>Jean-Philippe Murru</b> Représentant coopération CGT-CHSCT Golfe de Fos et du Comité régional CGT PACA	<b>X</b> CGT-CHSCT LyondellBasell

### Conseil d'Orientation du SPPPI

#### Membres

Les membres du bureau sont automatiquement membres du Conseil d'orientation auxquels s'ajoutent :

Collège	Membres
Associations	<b>Alain Aubaud</b> - FNE 84 <b>Marc Guerin</b> - Fare Sud <b>Daniel Moutet</b> - ADPLGF
Collectivités Territoriales	<b>Marie-Claude Dhô Fiandino</b> - ex San Ouest Provence <b>Marion Jolivet</b> - Mairie de Fos <b>Roland Schacre</b> - Mairie de Rognac
Industriels	<b>Béatrice Berbiec</b> - Sarp Industrie/Solamat Merex <b>Norbert Lopez</b> - Ineos <b>Philippe Goy</b> - LyondellBasell Berre
Salariés	<b>Stéphane Amielh</b> - CGT/CHSCT <b>Jacques Armani</b> - UD 13 FO <b>Jean-Jacques Blanc</b> - UD 13 FO

## Avec en appui un Conseil Scientifique

### Membres

Nom	Organisme	Domaine de compétence
<b>Ali Douai</b>	Maître de conférences Institut Supérieur d'Economie et de Management (ISEM)	Socio-économie de l'environnement et du développement durable
<b>Valerie Godfrin Sanseverino</b>	Maître de conférences CRC-Mines Paristech	Droit et risques
<b>Christelle Gramaglia</b>	Maître de conférences Cemagref	Sociologie et sciences politiques
<b>Yves Noack</b>	Directeur de recherche Cerege	Pollution de l'air, géochimie, minéralogie
<b>Marie - Laure Lambert</b>	Maître de conférences UPCAM CEJU	Droit de la protection de l'environnement
<b>Gilles Maignant</b>	Chargé de recherche CNRS	Environnement, modélisation et géographie
<b>Stéphane Mounier</b>	Maître de conférences USTV	Chimie Analytique
<b>Isabelle Laffont - Schwob</b>	Maître de conférences IMEP	Eco toxicologie, écophysiologie



## Et porté juridiquement par le GES-SPPPI

Dans la suite logique des profonds changements réalisés, le SPPPI PACA est doté d'une association de gestion indépendante : le GES-SPPPI.

La création de cette association permet de respecter une exigence forte de la charte du SPPPI PACA, à savoir une complète indépendance dans sa gestion, en le dotant d'une structure juridique propre. En corollaire, la création de cette association améliorera la lisibilité des objectifs du SPPPI ainsi que sa communication, tant pour ses adhérents que pour ses financeurs.

Le périmètre de cette association support est la gestion, l'organisation et le fonctionnement du SPPPI sur la base des orientations et des décisions arrêtées par le bureau et le conseil d'orientation du SPPPI PACA. Elle n'est donc qu'un outil au service du SPPPI.

Dans cette logique :

- les membres de cette association sont les membres du SPPPI qui le souhaitent,
- les membres du Conseil d'Administration du GES-SPPPI sont les membres du Conseil d'Orientations qui en font la demande,
- et les membres du bureau du GES-SPPPI, sont de la même façon ceux du Bureau du SPPPI qui sont volontaires.

Cette association est volontairement **sans présidence et collégiale** à l'image du SPPPI.

Nom	Organisme	Rôle dans le GES SPPPI
<b>Marc Bayard</b>	Délégué Général UIC Méditerranée	Trésorier
<b>Jean-Philippe Murru</b>	Représentant coopération CGT-CHSCT Golfe de Fos et du Comité régional CGT PACA	Secrétaire
<b>Dominique Taquelmint</b>	Adjointe au Maire Commune de Vitrolles	Trésorière adjointe
<b>Stéphane Hadjidimitrios</b>	CGT-CHSCT LyondelBasell	Secrétaire adjoint
<b>Richard Deboom</b>	Représentant ARPIL	Secrétaire adjoint

## Annexe II : Charte du SPPPI de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Version définitive validée par le Comité de Pilotage du SPPPI réuni le jeudi 4 juin 2009 à Fos-sur-Mer, amendée par le Comité de Pilotage du SPPPI, réuni le vendredi 29 janvier 2010 à l'Europôle de l'Arbois<sup>1</sup> et suite à son passage en pré-CAR le 26 mai 2010<sup>2</sup>.

### Préambule

Le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles (SPPPI), créé au sein de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, s'inscrit dans le cadre du décret n° 2008-829 du 22 août 2008 portant création des secrétariats permanents pour la prévention des pollutions et risques industriels. Le SPPPI qui aura fonctionné durant de nombreuses années depuis sa création en 1972 de manière informelle, dans le cadre d'une organisation voulue et pilotée par les services de l'État dans la région (DRIRE, puis DREAL), sous la forme d'un Secrétariat Général, a dû subir une évolution. L'État en effet, se faisant l'interprète des acteurs du SPPPI rassemblés notamment lors de leurs deux dernières Assemblées Plénières en 2007 et 2008, a fait part de son souci de rénover en profondeur le mode de fonctionnement du SPPPI et de modifier son organisation jusque-là en vigueur, considérant qu'il convenait de substituer à la structure d'alors jugée trop dépendante de l'État, une organisation plus collégiale, bâtie sur le modèle du Grenelle de l'environnement et mieux armée pour capitaliser les expériences, mutualiser les savoirs, favoriser l'échange et le dialogue entre les parties prenantes.

Il a souhaité, en un mot, instaurer entre ses membres un mode de gouvernance différent et partagé selon un nouvel esprit de concertation. C'est pourquoi, les représentants des acteurs concernés (industriels, collectivités locales et territoriales, services de l'État, associations, syndicats et scientifiques), après s'être réunis entre janvier et juin 2009 au sein d'un Comité de pilotage, suite à l'Assemblée Plénière de décembre 2008, ont décidé de créer au sein de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, une nouvelle instance de concertation environnementale. Cette instance, mieux représentative des institutions et des forces socioéconomiques de la région, tout en s'inscrivant dans la continuité des travaux réalisés par les précédentes équipes pour la protection de la santé et de l'environnement, entend désormais privilégier entre ses membres, un mode de gouvernance et de fonctionnement fondé sur les principes de collégialité, de transparence, de concertation et d'écoute mutuelle, en vue d'une meilleure efficacité au service des populations. Le Comité de Pilotage et le Comité Restreint dont il est issu ont donc élaboré une Charte dans laquelle sont énoncés les principes d'action, d'organisation et de fonctionnement qui lieront les membres du SPPPI et constitueront leur référence. Chacun des membres du SPPPI s'engage à appliquer les principes fondateurs énoncés aux chapitres I et II de la Charte intitulés respectivement « Missions et rôle du SPPPI » et « Gouvernance et fonctionnement du SPPPI ». Un Règlement Intérieur viendra préciser les règles de fonctionnement et d'organisation des diverses instances constitutives du SPPPI.

### - Chapitre I - Missions et Rôle du SPPPI

- 1- Le SPPPI a pour objectif de traiter des questions d'environnement industriel, c'est-à-dire de toutes les activités générées par l'industrie pouvant être facteurs de risques et de nuisances pour les hommes, les biens et les milieux naturels, qu'il s'agisse de risques à court, moyen ou long terme. Il vise notamment à rechercher des solutions permettant de réduire les impacts industriels sur l'environnement et d'atteindre un bon « état de sécurité industrielle », tenant compte, pour y parvenir, des connaissances et des meilleures techniques du moment. Le SPPPI prend en compte, dans l'élaboration de ses priorités, les niveaux de risques identifiés. Il peut s'autosaisir de questions qu'il juge importantes, au vu notamment des études et des avis que lui présente le Conseil Scientifique.



- 2- Le SPPPI est avant tout un lieu de débat et de concertation, c'est-à dire un lieu où se co-construisent sur la base de la collégialité, du dialogue, et du respect mutuel, les orientations communes du SPPPI ; chacun ayant sa part de responsabilité, notamment par rapport au collège auquel il appartient, dans l'explicitation et la mise en oeuvre des actions proposées.
- 3- Le SPPPI rassemble à cet effet les partenaires concernés sous la forme de cinq collèges, à savoir : industriels, collectivités locales et territoriales, associations, services de l'État, syndicats, auxquels se joint un Conseil Scientifique. Le SPPPI, bien que n'ayant pas de pouvoir de décision finale, a cependant un rôle d'impulsion, d'orientation et de proposition.
- 4- Les membres du SPPPI se doivent de développer entre eux un esprit de convivialité et de confiance qui est de nature à favoriser la liberté d'expression, à permettre l'enrichissement mutuel par le dialogue et l'implication de chacun dans les orientations définies et, enfin, à assurer aux travaux produits au sein du SPPPI la qualité et la réputation nécessaires.
- 5- Le SPPPI veille à la coordination étroite entre ses propres travaux et ceux des comités locaux (CLIC, CLIE, CLIS...) et articule son action avec celle des instances régionales qui travaillent sur des thèmes similaires, de manière à éviter les redondances, tout en protégeant l'autonomie de ces instances. Les comités locaux restent indépendants et maîtres de leurs objectifs, de manière à garantir le pluralisme et la diversité des opinions. Le SPPPI a au nombre de ses missions, celle de capitaliser les expériences et les initiatives, de susciter et de collecter des études, d'émettre des avis et des recommandations auprès des instances compétentes.
- 6- L'action du SPPPI s'inscrit dans la dynamique du Grenelle de l'environnement et au-delà, dans la perspective du développement durable et des dispositions françaises et européennes qui s'y rapportent. Le SPPPI garde néanmoins son caractère propre et son identité régionale. Celui-ci contribue par son action et son rayonnement auprès des acteurs économiques et des responsables en charge de l'environnement, notamment dans les entreprises et les collectivités locales et territoriales, à l'échange et à la diffusion des bonnes pratiques environnementales.
- 7- Le SPPPI a un rôle prospectif et innovant, qui s'inscrit dans le cadre des actions menées dans la région PACA en matière de santé et d'environnement. Il se doit d'anticiper les risques prévisibles et de proposer, en particulier au vu des rapports et des éclaircissements fournis par le Conseil Scientifique, les mesures de précaution qui s'imposent.
- 8- Le SPPPI doit répondre aux attentes des populations. Il est à l'écoute de leurs préoccupations et veille, par les moyens adéquats, à la diffusion régulière de l'information, en particulier des résultats de ses travaux, après accord de ses instances.

## - Chapitre II - Gouvernance et Fonctionnement du SPPPI

Le SPPPI dispose d'une structure à deux niveaux :

- une Assemblée Plénière, qui est l'organe souverain et qui décide des orientations du SPPPI - un Bureau Permanent, qui est l'organe exécutif du SPPPI et qui met en oeuvre ces orientations. Celui-ci rend compte de son action devant l'Assemblée Plénière.

Il dispose en outre :

- d'un Délégué général qui est en charge du bon fonctionnement, du suivi et de la coordination entre les diverses instances du SPPPI ;  
 - d'un Conseil Scientifique qui, placé auprès du Bureau Permanent, éclaire et conseille ses membres sur les choix à caractère technique et scientifique.

- 1- L'Assemblée Plénière du SPPPI est une structure collégiale et démocratique formée par l'ensemble des membres du SPPPI qui se répartissent en cinq collèges (industriels, collectivités locales et territoriales, associations, services de l'État et syndicats), auxquels se joint un Conseil Scientifique. Pour devenir membre du SPPPI, il convient d'adhérer à la Charte et de s'inscrire dans l'un des cinq collèges énumérés ci-dessus. Les participants à l'Assemblée Plénière sont nommément désignés par les personnes morales

qu'ils représentent. Les collègues peuvent se réunir séparément. Des experts ou des personnes qualifiées peuvent être admis en raison de leurs compétences ou de leurs fonctions au sein du SPPPI, et participer à ses travaux après décision de l'Assemblée Plénière ou du Bureau Permanent. Sur proposition du Bureau Permanent, l'Assemblée Plénière définit les orientations du SPPPI qui sont mises en oeuvre par le Bureau Permanent. Elle en contrôle l'application. L'Assemblée Plénière se réunit annuellement, ou à titre exceptionnel, si les circonstances ou l'urgence l'exigent.

- 2- Le Bureau Permanent est en charge de l'exécution de la politique et des orientations décidées par l'Assemblée Plénière du SPPPI. Il prend ses décisions dans le respect des positions de chacun. Les membres du Bureau Permanent sont nommés pour quatre ans par les différents collèges. Chaque collège nomme ses représentants selon la procédure qu'il aura choisie et figurant dans le Règlement Intérieur. Le Préfet veille au respect de cette procédure. Durant son mandat, chacun des membres du Bureau Permanent se doit de rendre compte aux membres de son propre collège, des décisions prises par le Bureau Permanent. Il se réunit au moins trois fois par an.
- 3- Au quotidien, le Bureau Permanent fonctionne de manière collégiale et est composé d'un représentant de chacun des cinq collèges auxquels se joint un représentant du Conseil Scientifique. Chaque représentant dispose d'un suppléant en cas d'absence motivée du titulaire. Un règlement Intérieur précisant les règles de fonctionnement, d'élection et de gestion des instances du SPPPI, sera élaboré par le Bureau Permanent.
- 4- Le Bureau Permanent pourra, selon les nécessités et les sujets abordés, décider de se réunir sous forme de Bureau Permanent Élargi, qui prendra dans ce cas le nom de Conseil d'Orientation. Sa composition d'essence paritaire et collégiale, sera fixée par le Règlement Intérieur.
- 5- Pour assurer la gestion du SPPPI, le Bureau Permanent sera chargé de définir la structure de gestion appropriée. S'il fait le choix de passer par une structure déjà existante, les quatre critères suivants devront être pris en compte : mise à disposition d'un Délégué général dédié exclusivement au SPPPI, mise en place d'une comptabilité séparée, définition d'une identité propre en communication et installation des bureaux du SPPPI hors de la structure gestionnaire. A l'issue d'une période de deux ans au cours de laquelle serait testée la solution de gestion retenue par le Bureau lors de sa mise en place, une évaluation destinée à tirer le bilan de l'expérience et à procéder aux éventuels ajustements sera réalisée selon une procédure définie par le Bureau Permanent et soumise à l'Assemblée Plénière.
- 6- Le SPPPI est assisté d'un Conseil Scientifique, qui intègre en priorité les compétences locales et régionales. Celui-ci a pour mission d'assurer la veille scientifique et technologique, d'éclairer ses membres sur les recherches en cours, de piloter des études. Il peut également mener des actions de formation auprès des membres du SPPPI. Le Conseil Scientifique délègue un représentant auprès du Bureau Permanent. Les travaux du Conseil Scientifique ne peuvent faire l'objet de communication externe ou de publication avec le label SPPPI qu'après validation par le Bureau Permanent. Le Conseil Scientifique, du fait de sa composition pluraliste et de son mode de fonctionnement, doit être en mesure d'anticiper sur des sujets qui peuvent émerger dans un délai de deux à cinq ans.
- 7- Le Bureau Permanent choisit, sur les recommandations du Conseil Scientifique, les thématiques et les actions prioritaires à mener. Il met en place les groupes de travail à caractère thématique et/ou territorial et leur fixe des échéances. Il en contrôle les travaux. Il dispose pour fonctionner de moyens financiers suffisants. Le SPPPI dispose en son sein d'un Délégué général rémunéré qui aura pour mission première de veiller au bon fonctionnement du SPPPI. Placé sous la responsabilité du Bureau Permanent et choisi par celui-ci, le Délégué général assure les fonctions d'animation et de coordination générale des instances du SPPPI, ainsi que le suivi des projets, la préparation des décisions, la conduite des réunions, la rédaction et la diffusion des comptes rendus, la communication interne et externe. A ce titre, il assure toute la gestion et l'administration du SPPPI. Il veille également au maintien du lien avec les autres instances locales et régionales. Le Délégué général veille particulièrement à l'application des règles de fonctionnement. Il joue, si nécessaire, le rôle de médiateur entre les collèges du SPPPI.
- 8- Le SPPPI dispose en son sein d'un Délégué général rémunéré qui aura pour mission première de veiller au bon fonctionnement du SPPPI. Placé sous la responsabilité du Bureau Permanent et choisi par celui-ci, le Délégué général assure les fonctions d'animation et de coordination générale des instances du SPPPI, ainsi que le suivi des projets, la préparation des décisions, la conduite des réunions, la rédaction et la diffusion des comptes rendus, la communication interne et externe. A ce titre, il assure

toute la gestion et l'administration du SPPPI. Il veille également au maintien du lien avec les autres instances locales et régionales. Le Délégué général veille particulièrement à l'application des règles de fonctionnement. Il joue, si nécessaire, le rôle de médiateur entre les collèges du SPPPI.

- 9- L'État, par la voix notamment de ses représentants de la DREAL, et si nécessaire des autres services de l'État concernés, s'exprime au sein du SPPPI en tant que collègue à part entière, et participe, en tant que partenaire privilégié du fait des missions spécifiques qui lui sont dévolues, aux différents travaux du SPPPI et à ses orientations. Il recherche la déclinaison des propositions qui en sont issues, pour ce qui relève de son champ de compétences et de sa responsabilité. L'État apporte sa contribution financière au SPPPI. Cette contribution entre dans le cadre du budget général du SPPPI.
- 10- Le SPPPI veille à ce que tous les départements de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur soient représentés en son sein.
- 11- Le SPPPI se donne les moyens d'une bonne communication interne et externe : mise en forme et diffusion des études, accès aux comptes rendus des groupes de travail, transparence du mode de fonctionnement et des instances de gouvernance, mise en place d'outils performants de diffusion de l'information (site Internet, bulletin...).
- 12- Le secrétariat de l'Assemblée Plénière du SPPPI est assuré par le Délégué général. Celui-ci présente, au nom du Bureau Permanent, lors de la plénière annuelle, le bilan des actions de l'année écoulée, dresse un compte-rendu de la situation financière et prépare, sous le contrôle du Bureau Permanent, les orientations futures dont doit débattre l'Assemblée Plénière.